

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3443 - MERCREDI 6 MARS 2019

INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES

Perenco s'engage à construire
une centrale à gaz de 100 MW

Une centrale électrique fonctionnant au gaz devrait être construite au cours des cent prochains jours, a-t-on appris dans la foulée de la présentation du plan d'urgence du nouveau président de la République. Le groupe pétrolier Perenco, son initiateur, précise que le gaz exploité dans le cadre du projet va provenir soit de ses concessions, soit des concessions environnantes.

L'opérateur français s'est également engagé à construire les lignes de transmission nécessaire à l'exploitation de cette centrale électrique. L'on parle d'une centrale dotée d'une capacité initiale de 100 MW avec une possibilité de passer au double, soit 200 MW ou plus, sur une période de vingt ans.

Page 2



Ce défi représente la contribution de Perenco à l'exécution du plan d'urgence du Chef de l'Etat

DIPLOMATIE

Tibor Nagy : « La RDC a connu
la meilleure élection de son histoire »

Dans une interview accordée à Jeune Afrique, le 4 mars, le secrétaire d'État américain adjoint chargé des Affaires africaines estime que la RDC a une réelle opportunité de changer de direction pour la première fois de son histoire après des élections qu'il croit être les meilleures de son histoire. À l'en croire, les États-Unis vont désormais suivre de près l'évolution de la situation postélectorale en RDC, notamment les actions du nouveau pouvoir, en l'occurrence les nominations, les lois, les différents processus à enclencher dans tous les secteurs, etc. L'officiel américain est attendu en Ouganda, au Rwanda, en RDC et au Cameroun entre le 7 et le 18 mars. Page 3



Hon. Tibor P.

GRAND ÉCRAN

Une grande première de « Virunga » à Kinshasa

Le film sur l'histoire des rangers du parc national niché dans les profondeurs des forêts de l'est du Congo, un exposé poignant des réalités de la vie dans cette contrée du pays, est programmé le 14 mars à Texaf Bilembu, à Kinshasa. Coproduit par Leonardo DiCaprio, ce film qui est une réalisation d'Orlando Von Einsiedel est un mélange de journalisme d'investigation et de documentaire

sur la nature. L'œuvre fait un sacré coup de projecteur sur l'histoire vraie des rangers qui le défendent au péril de leur vie. « Virunga » témoigne du courage dont font preuve au quotidien ces gardiens dévoués à la défense du Parc national éponyme, tenu pour le plus précieux d'Afrique, et des gorilles qui y vivent.

Page 4

JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA FEMMELa campagne « Unsug
Heroes » honore
les militantes de la lutte
contre les violences

Initié par l'organisation non gouvernementale Médecins du monde et né de la volonté de témoigner des violences faites aux femmes, le projet photographique donne la parole à des femmes du monde entier, celles qui fuient une zone de conflit, qui luttent contre l'ordre social établi, qui n'ont d'autre choix que de continuer tout comme celles qui décident de s'y engager.

Jusqu'au 8 mars, Médecins du monde affichera soixante portraits de femmes d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine ou du Moyen-Orient, collectionnés par le photographe français Denis Rouvre.



Page 3

Anny Tenga Modi

INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES

Le groupe pétrolier Perenco va construire une centrale à gaz de 100 MW

L'engagement de l'opérateur français a été pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'urgence de cents jours du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshimombo, rendu public le 2 mars à Kinshasa.

Le groupe pétrolier Perenco veut apporter sa contribution au plan d'urgence du chef de l'Etat qui comporte de nombreuses priorités, dont l'amélioration de l'accès de la population à l'énergie électrique. La centrale électrique qu'il entend construire au cours des cent prochains jours fonctionnera à partir du gaz provenant soit de ses concessions, soit des concessions environnantes. L'on parle d'une centrale dotée d'une capacité initiale de 100 MW avec une possibilité de passer au double, soit 200 MW ou plus, sur une période de vingt ans. Il est prévu que cette électricité soit vendue à des acheteurs privés et à l'opérateur national. En effet, la Société nationale d'électricité (Snel) fournit déjà le tiers du courant électrique consommé à Muanda, la capitale congolaise du pétrole. Ce projet sera mis en œuvre en partenariat avec l'Etat congolais. Il présente quelques avantages indiscutables, notamment l'amélioration du mix énergétique et la disponibilité d'une source d'énergie non dépendante des conditions météorologiques. Il s'agit d'un aspect très important au regard de l'avantage certain à tirer si l'on se réfère, par exemple, aux difficultés de maintenir une fourniture normale d'électricité pendant la période de décrue du fleuve Congo.

Beaucoup d'analystes espèrent aussi une réduction progres-

sive de l'importation du courant électrique en provenance des pays voisins, une réalité dans le secteur minier de l'ex-Katanga. Par ailleurs, l'effet très attendu est la valorisation des ressources gazières jusque-là très peu exploitées sur l'étendue du territoire national malgré des potentialités réelles. Les connexions possibles entre la cité pétrolière de Muanda et Inga ne sont pas à exclure, ainsi que la possibilité de booster des vieux projets dormants comme le Port en eau profonde de Banana. Enfin, il est difficile d'éluider tout l'espoir que le projet suscite auprès des sociétés minières et les cimenteries du Kongo central en raison des opportunités de consolider les investissements.

La grande question reste l'impact socio-économique direct d'un tel projet. Il est envisagé des investissements de l'ordre de cent quatre-vingts millions de dollars américains par an. Bien entendu, la recrudescence des activités sera une source de revenus au titre des participations de l'Etat, des participations à la Snel, des paiements d'impôt sur le bénéfice, etc. Avec une puissance de 100 MW, les revenus de l'Etat vont passer à quarante millions de dollars américains. Le cas échéant, ils pourraient carrément doubler si la puissance passe à 220 MW sur une période de vingt ans.

Laurent Essolomwa

SUD-KIVU

Le groupement de Buzi renouvelle son engagement au projet PCFP de l'ONU-Habitat

Un forum ayant réuni récemment plus de soixante-dix délégués sur le site pilote de Butumba a permis la conclusion d'un accord engageant le groupement à faciliter la reprise de la mise en œuvre du projet initié depuis 2016 par le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) en accord avec le gouvernement congolais.



conflits fonciers dans l'ave-

Une vue des participants au forum

Le projet Planification communautaire foncière participative (PCFP) tombe à point nommé parce que les conflits liés à l'exploitation des terres sont légion dans le groupement de Buzi. Selon le député Etienne Mushukuru Kayani, élu du territoire de Kalehe, la mise en œuvre de ce projet est d'une importance capitale dans la mesure où il permettra d'améliorer et de contribuer positivement et à long terme à la résolution de la question foncière sans provoquer de violence. Pour sa part, le secrétaire administratif et gestionnaire de la chefferie de Buhavu, Styno Saro, qui a exprimé son inquiétude face à une forte baisse de fertilité des sols liée à une forte pression démographique dans son groupement, pense que « le projet PCFP pourra aider la population et l'adminis-

tration foncière à anticiper des solutions immédiates et à long terme aux différends fonciers ». Le représentant du gouverneur de la province du Sud-Kivu au forum, Jacques Kamiringa, a, quant à lui, déclaré que « le projet de PCFP est une initiative que le gouvernement provincial a soutenue et continue de soutenir pour renforcer l'implication de la population du groupement de Buzi dans la gestion du patrimoine foncier ». Il a invité la population à l'« appropriation sans réserve des activités dudit projet ». Pascal Tchikala Munganga, de l'ONU-Habitat, a fait un état de lieu de la mise en œuvre du projet PCFP dans le site pilote de Butumba et de ses différentes réalisations depuis son lancement à ce jour. « Planifions ensemble pour prévenir des

nir », a-t-il conclu.

Au cours de ce forum, plusieurs thématiques ont été développées par les intervenants. Il s'est agi notamment des axes d'intervention des Nations unies en République démocratique du Congo (RDC) et les Objectifs de développement durable; les conclusions du forum interprovincial pour l'élaboration du document de politique foncière nationale: perspective pour la réforme foncière dans le pays; et de la loi portant statut des chefs coutumiers. Le projet PCFP est entièrement financé par l'Agence britannique d'aide au développement. Il vise à apporter des réponses aux questions et aux problèmes rencontrés par la population dans la délimitation des parcelles et la sécurisation des droits fonciers dans la partie est de la RDC.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SITUATION POSTÉLECTORALE

Tibor Nagy parle d'une meilleure élection de l'histoire congolaise

Dans une interview accordée à «Jeune Afrique», le 4 mars, le secrétaire d'État américain adjoint chargé des Affaires africaines a déclaré que la République démocratique du Congo (RDC) a une réelle opportunité de changer de direction pour la première fois de son histoire.

Depuis quelque temps, le ton est plutôt à la conciliation de la part des États-Unis d'Amérique qui avaient longtemps tergiversé avant de reconnaître la victoire électorale de Félix Tshisekedi à la présidentielle du 30 décembre 2018. Aujourd'hui plus qu'hier, le pays de Donald Trump affiche son intérêt à vouloir accompagner le nouveau pouvoir en RDC à travers une coopération bilatérale solidement requinquée. C'est sur ce registre que vient d'embrayer le secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique dont les récents propos, tenus dans une interview accordée à «Jeune Afrique» au sujet du processus électoral en RDC, sont révélateurs de la détente qui, actuellement, caractérise les relations entre les deux pays. D'après Tibor Nagy, les dernières sanctions américaines infligées à certaines autorités congolaises accusées de corruption et d'interférence dans le processus électoral sont à dissocier de la volonté de son pays à travailler avec la RDC.

L'officiel américain ne voit aucune contradiction entre ces sanctions et la volonté de l'administration Trump à coopérer étroitement avec les nouvelles autorités congolaises pour l'intérêt de leurs peuples res-



Tibor Nagy

pectifs. « Nous avons dit tout au long du processus électoral que ceux qui interfèrent dans le processus démocratique pour provoquer les violences seraient passibles des sanctions des États-Unis. Certains s'en sont rendus coupables. Par conséquent, les États-Unis étaient fondés à appliquer des sanctions », a-t-il déclaré.

Le diplomate américain a fait savoir que son pays, à travers ces sanctions, accompagne la RDC dans la lutte contre la corruption en débusquant notamment les autorités qui se

complaisent dans la mafia politico-financière au détriment de la population. Il n'a pas exclu la possibilité, pour son pays, de sanctionner d'autres personnalités car la liste est longue. « Je ne donnerai pas dans les détails concernant chaque individu mais chaque situation est étudiée avec beaucoup d'attention et d'autres sont en train d'être analysées. Ne soyez pas surpris si d'autres noms sortent dans un futur proche, nous sommes très déterminés », a-t-il indiqué.

Parlant du processus électoral

en RDC dont le point culminant a été la tenue des élections du 30 décembre 2018, Tibor Nagy s'est félicité de la manière dont les choses se sont passées. Pour lui, « la RDC a connu la meilleure élection de son histoire », nonobstant quelques imperfections inhérentes à la nature humaine. « C'est très cohérent, des milliers de Congolais se sont rendus aux urnes de bonne foi, la majorité de candidats eux-mêmes ont participé aux élections de bonne foi en dépit de

ce que disent les analyses », a-t-il avoué, tout en relativisant les critiques des médias, des universitaires et des analystes qui ont leur propre lecture des événements.

De ce fait, il est convaincu que la RDC a une réelle opportunité de changer de direction pour la première fois de son histoire. À l'en croire, les États-Unis vont dorénavant suivre de près l'évolution de la situation postélectorale, notamment les actions du nouveau pouvoir, en l'occurrence les nominations, les lois, les processus à enclencher dans tous les secteurs, etc. « La Constitution congolaise dit des choses très intéressantes sur la manière de former le gouvernement. Des nouvelles coalitions vont se former. Peut-être même de nouveaux partis (...) Tout ceci est très complexe et en évolution. Mais nous avons hâte de travailler avec le président Tshisekedi », a-t-il ajouté.

Notons que le secrétaire d'État adjoint des États-Unis pour les Affaires africaines est attendu en Ouganda, au Rwanda, en RDC et au Cameroun entre le 7 et le 18 mars. Cette dernière sortie médiatique balise ainsi la voie à sa visite en RDC au regard des gages de succès dont se prévaut déjà l'officiel américain à travers ses déclarations positives sur le pays d'Emery-Patrice Lumumba.

Alain Diasso

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

La campagne « Unsug Heroes » honore les militantes de la lutte contre les violences

Initié par Médecins du monde et né de la volonté de témoigner des violences faites aux femmes, le projet photographique donne la parole à des femmes du monde entier. Celles qui fuient une zone de conflit, celles qui luttent contre l'ordre social établi, celles qui n'ont d'autre choix que de continuer, comme celles qui décident de s'y engager.

Jusqu'au 8 mars, Médecins du monde affichera soixante portraits de femmes d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine ou du Moyen-Orient, collectionnés par le photographe français Denis Rouvre.

Au nombre de ces femmes, la Congolaise Anny Tenga Modi, directrice exécutive et co-fondatrice de l'association Afia mama (la santé de la femme). Activiste pour les droits de la femme mais aussi des jeunes, elle milite pour leur leadership. Son portrait a été présenté le 4 mars, simultanément dans les rues de Paris, de Bordeaux et de Bruxelles.

Anny Tenga Modi habite Kinshasa depuis quatre ans, après s'être réfugiée pendant dix ans en Afrique du Sud. « J'ai commencé mon activisme dans les centres d'accueil des réfugiés où je parlais plaider pour les femmes et les filles réfugiées qui n'avaient pas accès aux services minimum pourtant disponibles et gra-

tuits, parce qu'elles n'avaient pas l'argent pour corrompre parfois. Elles ne pouvaient pas parler la langue, elles n'avaient pas la force pour se bousculer à la porte pour y accéder. Petit à petit on s'est rendu compte que les femmes de mon pays d'origine avaient plus besoin de moi, surtout lorsqu'on a appelé mon pays « la capitale du viol ». Parce qu'on y utilisait la violence sexuelle comme une arme de guerre. C'est à ce moment que j'ai été très tentée de revenir et contribuer, porter la voix de celles qui sont restées, de celles qui ont continué à vivre la violence, la souffrance que je connais personnellement et dont j'ai eu la chance de sortir », témoigne-t-elle dans le cadre du projet.

« L'analphabétisme, un frein pour l'émancipation de la femme »

Pour elle, les guerres en République démocratique du Congo, mais surtout à l'est du pays, ne sont pas seulement politiques, mais aussi pour l'accès à la terre pour les uns, pour maintenir le contrôle sur cette terre pour les autres. « Nous vivons dans un système patriarcal, où il y a beaucoup de « valeurs » que je mets entre guillemets, qui définissent ce que doit être la

femme. Comment elle doit se comporter, ce qu'elle doit faire et la faute d'avoir été violée est mise tout entière sur la femme pourtant victime de cette situation. Ce qui permet aux femmes de développer la résilience, c'est souvent la solidarité entre celles qui ont expérimenté le même type de violences, ou même des types différents de violences. Ce partage d'expériences ou de douleurs. Après, il y a des zones où il y a eu beaucoup d'actions humanitaires, beaucoup de sensibilisation et ça aide », explique Anny Tenga Modi.

La santé sexuelle et reproductive de la femme après ces expériences reste un problème, dit-elle, car il n'existe pas beaucoup d'hôpitaux avec des dispositions pour prendre en charge les cas de fistules, par exemple, et le manque d'informations ainsi que l'analphabétisme qui est très élevé créent aussi une barrière. En outre, fait-elle savoir, même si les informations à propos sont disponibles, elles ne peuvent pas aider la majorité des femmes car elles sont en français.

« Notre travail d'activistes des droits de la femme en tant que Congolaise, consiste premièrement à faire entendre et à faire participer la femme.



Anny Tenga Modi

Nous sommes dans un pays où le cadre légal nous protège beaucoup. Ça, je dois le reconnaître. On a beaucoup de droits sur le papier, mais leur application pose problème. A chaque fois qu'on discute de nos droits, la femme est toujours minoritaire, on n'a jamais eu plus de 15 % de femmes au parlement. Ça veut dire que c'est majoritairement les hommes qui ont décidé de la limite de la parcelle de droits qui devaient nous revenir. Que ce soit dans le système judiciaire, il n'y a

pas beaucoup de femmes, donc l'application de ces lois reste un problème. Nous nous sommes donné la mission sur le terrain de sensibiliser, faciliter l'accès à l'information, parce que ne peut revendiquer ses droits que celui qui a la connaissance », indique Anny Tenga Modi.

Pour l'activiste, plus la RDC aura de personnes sensibilisées aux positions décisionnelles, plus le pays pourra espérer avoir un changement de mentalité progressif.

Patrick Ndingidi

ENTREPRISES ÉTATIQUES

Les vols systématiques de salaires dénoncés

La justice sociale devrait être la priorité du programme d'urgence de cent jours du chef de l'État, selon l'Institut de recherche en droits humains (IRDH).

L'IRDH a analysé le programme d'urgence pour les cent premiers jours du président de la République, en rapport avec l'endémie du vol systématique des salaires, la corruption et l'impunité des présumés auteurs. Pour assurer un suivi régulier de sa démarche, il a créé la Coalition pour les droits sociaux et services publics, exhortant le chef de l'État de mettre à la disposition de la Justice plus de moyens logistiques et humains, afin de combattre le fléau de vol organisé des salaires, entretenu par des dirigeants des entreprises publiques et les hauts cadres de l'administration publique. « *Ce drame est plus dangereux que le virus Ebola et tue plus de gens que le sida* », a-t-il fait observer.

Lors de sa réunion tenue le 4 mars à son siège à Lubumbashi, l'IRDH a estimé que parmi les actions sectorielles, la rubrique réservée à la Justice, qui se manifeste par la lutte contre la corruption, devrait être mise en exergue et chiffrée conséquemment, dans « le programme d'urgence pour les cent premiers jours du chef de l'État ». Ce fléau, a-t-il affirmé, était au centre du malaise social tel que souligné par des centaines d'organisations de la société civile, des bénéficiaires des services publics, ainsi que des tra-

vailleurs, agents et fonctionnaires de l'État, pourvoyeurs de ces services.

Saisir la gravité du problème

« *La politique consistant à violer systématiquement des droits économiques et sociaux des travailleurs, agents et fonctionnaires de l'État est solidement assise sur deux piliers en béton que sont la corruption et l'impunité* », a indiqué l'association. Des hauts cadres, à l'instar des présidents des conseils d'administration, administrateurs-directeurs généraux et directeurs généraux, abusent régulièrement de la chaîne de commandement, en ordonnant des soustractions frauduleuses des sommes d'argent destinées à la paie des salaires, a soutenu l'IRDH. Il a rappelé que ces pratiques illicites auraient de l'ampleur inquiétante à la Société nationale des chemins des fers du Congo, « *où même des cas de pensionnés ayant obtenu des décisions judiciaires irrévocables exigeant à l'entreprise de leur octroyer des droits et indemnités sont superbement ignorés* ».

Aussi déplore-t-il que le président du conseil d'administration et l'administrateur-directeur général de la Gécamines contraignent à la disette leurs propres agents. Il en est de même de ceux de la Société générale de télécommunication (Sogetel) dont la Gécamines est actionnaire unique et principale consommatrice des services de télécommunication. « La créance

viagère des agents Sogetel reconnue par l'administration de la Gécamines est ignorée par les deux dirigeants », a-t-il souligné, notant que l'administrateur-directeur général de la Société de développement industriel et minier du Congo était aussi accusé de dilapider des revenus des « *partenariats* », au détriment des salaires du personnel de l'entreprise. Et qu'à la Société congolaise des postes et télécommunications (ex-OCPT), en dépit de l'interdiction de nomination et mise en place des agents en cette période transitoire, le directeur général déstabiliserait, à partir de Kinshasa, la direction provinciale afin de se rassurer l'accès aux finances locales.

Pour l'IRDH, toutes ces pratiques illégales persisteraient, d'une part, à cause de l'impunité administrative que ces dirigeants d'entreprises garantissent à leurs complices internes, de l'autre, à cause des cours et tribunaux et les parquets qui y sont rattachés qui assureraient l'impunité judiciaire des dirigeants. « Les parquets et autres services habilités n'enquêtent pas sur des dénonciations d'abus des droits économiques et sociaux », affirme l'IRDH.

En plus de l'exhortation faite au président de la République, l'association attend du procureur général de la République d'initier des enquêtes sur des cas de vol des fonds devant servir à payer des salaires, et traduire les présumés auteurs devant des juges compétents.

Lucien Dianzenza

GOSPEL DAY

Amanda Malela, Trina Fukiau et Acsa Olangi vont chanter pour la femme

Invitées à se produire aux côtés des meilleurs chœurs de la ville, les trois voix féminines gospel du moment, qui ne sont plus à présenter à Kinshasa, prestent sur le podium de la Halle de la Gombe, le 16 mars, à l'occasion de la grande soirée de l'agence événementielle Optimum, sur le thème « *En chœur pour la femme* ». Le show du samedi prochain, en l'honneur de la gent féminine de Kinshasa et de Brazzaville, sera un rendez-vous des plus exceptionnels inscrit dans la suite du Gospel day dont Amanda Malela, Trina Fukiau et Acsa Olangi seront les hôtes de marque. En effet, l'événement que les trois chanteuses vont accompagner est à la base destiné à promouvoir le chant choral. Aussi, pour l'occasion, la part belle est faite aux meilleurs chœurs de Kinshasa.

Le Gospel day 2019 est en fait un best of consacré aux huit meilleures chorales finalistes des deux précédentes éditions. La chorale Mgr Luc Gillon, Gospel light, Baobab voices of Kinshasa, Libula, Joseph et les privilégiés, Asifiwe singers, Jacques Tshimakinda et le Zu, toutes tenues pour des chœurs

d'exception. Elles sont alignées pour un concours « tout en puissance vocale et en harmonies », assure l'agence événementielle. Optimum dit avoir choisi exprès de les « mettre en chœur pour une grande célébration », présentée comme « le rendez-vous à ne pas manquer pour tous les amateurs de chant choral ». Décidé à faire de « *En chœur pour la femme* » un événement inoubliable, Optimum a gonflé son affiche de brillante manière. En effet, y associer les trois voix féminines du gospel du moment c'est se garantir la présence d'un public en demande et en attente. C'est tout particulièrement le cas de l'étoile montante du gospel, Amanda Malela, que Kinshasa apprécie de loin après avoir fait sa connaissance sur Trace Gospel. De « *Kumama* » à « *Hossanna* », les deux tubes que l'on connaît d'elle, le nombre de mélomanes qui adorent sa musique aux nuances afro, soul et pop s'est accru. Surtout que les mariages religieux ou coutumiers ne s'imaginent plus sans « *Kumama* ». Le titre n'est pas aimé que des chrétiens, c'est sûr !

Nioni Masela

MUSIQUE

donner au chant choral la place qu'il mérite dans le pays

Le cri du coeur est d'Ambroise Kua-Nzambi Toko, directeur artistique de la chorale Choeur la Grâce, se disant choqué après avoir suivi à la télévision le reportage des obsèques du regretté vice-président honoraire, Yerodia Abdoulaye Ndombasi. Le chef de chœur chevronné a déploré la prestation musicale offerte à l'occasion.

Ambroise Kua-Nzambi a estimé que si la fanfare invitée avait « *presque joué son rôle* », l'assistance composée de « *la crème de l'intelligentsia et des politiciens congolais a chanté pas très juste, même un peu faux* ». Pour lui qui assure la direction musicale et artistique de Choeur la Grâce, « *c'était bizarre !* », exprimant son désappointement jusqu'à se demander si « le chant choral est-il bien compris au Congo ».

Pourtant, c'est de bon cœur que l'assistance a chanté l'hymne des Comités du pouvoir populaire composé par feu Mzee Laurent Désiré Kabila ! Mais le chef de chœur ne voit pas que l'intention qui à elle seule ne compte pas.

« Si pour une cérémonie officielle, nous voulons faire entonner des chants à l'instar de l'hymne national ou un chant classique, etc., il convient bien mieux d'inviter un chœur pour chanter, s'il vous plaît ! », a-t-il conseillé, étant définitivement d'avis qu'il faut « *laisser les chorales interpréter les hymnes dans les salles lors des cérémonies VIP* ».

Bien indigné, il est revenu notamment sur l'investiture du chef de l'État, le 24 janvier dernier, soutenant que « *Debout congolais* » a été exécuté plusieurs fois ». Et de marteler : « Non, non, nous devons avoir à côté de l'hymne national, un répertoire des chants officiels de la RDC à faire chanter dans toutes les écoles, les cé-

rémonies spéciales et partout ! ». À ce propos, a-t-il préconisé, « *le protocole d'État, les conseillers principaux du chef de l'État et du Premier ministre, le ministre de la Culture, devraient veiller à ce que les choses soient bien faites* ».

Le directeur artistique de Choeur la Grâce a regretté, par ailleurs, que le travail qu'ils ont abattu pendant plus d'une année pour donner une version officielle à l'hymne national, « *Debout congolais* », n'ait pas été pris en compte, s'offusquant de réaliser que l'argent a été finalement jeté. « J'ai dirigé l'enregistrement de la version française au studio mais jusque-là, l'ancienne version continue à être chantée », a-t-il fait remarquer, ajoutant : « *Qu'on se le dise, le beau chant n'est pas dans la bouche des ministres ni des députés, ni des sénateurs ni des généraux, ni des PDG. Il est dans la bouche de l'élite du chant, du choral qu'incarnent Choeur Mgr Luc Gillon, Choeur excellence, La chorale nationale salutiste, Le chœur de ville de l'Eglise néo-apostolique, Choeur La Grâce, Vox Disposa, Baobab Voices et Schola Cantorum Akto ...* ».

Pratiquer un chant sérieux

Eu égard au statut particulier de la République démocratique du Congo qui passe pour le pays de la chanson, « l'on devrait pratiquer un chant sérieux », a déclaré Ambroise Kua-Nzambi,



Le chef de chœur Ambroise Kua-Nzambi Toko

poursuivant que ce ne serait que justice que d'en « faire un outil de pédagogie et de transformation des mentalités dans la société ».

Il va jusqu'à proposer des projets de loi aux députés, préconisant, pour commencer, « *que désormais une chorale chante utile dans les plénières des assemblées nationales et provinciales avec un répertoire bien concocté pour sensibiliser les députés* », sans faire l'impasse sur des thèmes sensibles tels la corruption.

De manière toute particulière, Ambroise Kua-Nzambi lance un plaidoyer pour la création d'un chœur national et des chœurs provinciaux. Pour ce faire, il offre ses services. L'on gagnerait, pense-t-il, à « *consulter, mieux inviter le détenteur du Trophée du chef de chœur africain de l'année en 2014 et du Trophée Optimum Cantor de Studio 50 de Télé Congo du meilleur chef de chœur des deux Congo* ».

NM

GRAND ÉCRAN

Une grande première de «Virunga» à Kinshasa

Le film sur l'histoire des rangers du parc national niché dans les profondeurs des forêts de l'est du Congo est un exposé poignant des réalités de la vie dans cette contrée du pays. Il est programmé pour le 14 mars à 19h30, à Texaf Bilembo, à l'entrée de la nouvelle concession Utex, sur l'avenue colonel Mondjiba.

Coproduit par Leonardo DiCaprio, le film, une réalisation d'Orlando Von Einsiedel, est un mélange de journalisme d'investigation et de documentaire sur la nature.

Le long métrage tire son nom du parc national où il a été tourné. Il fait un sacré coup de projecteur sur l'histoire vraie des rangers qui le défendent au péril de leur vie.

« Virunga » témoigne donc du courage dont font preuve au quotidien ces gardiens dévoués à la défense du parc national éponyme, tenu pour le plus précieux d'Afrique, et les gorilles qui y vivent. Espèce gravement menacée, les derniers gorilles de montagne survivants ont pour habitat naturel les profondeurs des forêts de l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le lieu est, du reste, l'un des endroits les plus riches en biodiversité



du monde.

Le réalisateur Orlando Von Einsiedel fait découvrir l'incroyable récit, une histoire

vraie loin d'être banale, d'un petit groupe de rangers, dont l'environnement quotidien est ce milieu sauvage

enchanté. Ces braves gardiens du temple, parmi lesquels un ex-enfant soldat, un soigneur de gorilles orphelins et un défenseur de l'environnement chevronné défendent le site. Car, le parc national Virunga, classé par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité, est l'objet de toutes les convoitises. Milices armées, braconniers et forces obscures tiennent à tout prix à contrôler les ressources naturelles du Congo. Les rangers se risquent à faire face à ces ennemis qui font fi de tout, à l'instar du groupe rebelle armé M23 qui leur déclare la guerre en mai 2012.

Ce nouveau conflit menace la vie et la stabilité de la région, laissant au dépourvu tous ceux qui ont jusque-là si durement lutté pour la protéger. Nul n'est épargné dans ce tumulte, les réalisateurs et participants du film sont tous pris sous les feux croi-

sés. « Virunga » est donc à juste titre « un exposé poignant des réalités de la vie au Congo ». Il met au devant de la scène des personnes qui, dans l'ombre, risquent leur vie dans le ferme espoir de bâtir un meilleur futur dans cette partie de la RDC certes mais aussi de l'Afrique que le monde ne prête pas vraiment attention. D'aucuns diraient même qu'il l'a oubliée !

Sorti en 2014, distribué par Netflix, « Virunga » a, à son actif, plusieurs récompenses obtenues dans divers festivals.

En 2015, il a reçu tour à tour le Prix du public Peter Wintonick au Thessaloniki documentary festival de Thessalonique en Grèce et un similaire, le Prix du public, du One world - International human rights documentary festival à Prague, en République tchèque.

Nioni Masela

LINAFOOT/LIGUE 1

Rangers et Renaissance du Congo s'équivalent.

La 23e journée du championnat national de football s'est poursuivie le samedi avec deux rencontres au stade Tata Raphaël de Kinshasa. L'AC Rangers et le FC Renaissance du Congo ont été à forces égales, Dragons/Bilima et Maniema Union se sont neutralisés.

Il n'y a pas eu de vainqueur au terme de la confrontation, le 2 mars au stade Tata Raphaël de Kinshasa, entre l'AC Rangers et le FC Renaissance du Congo. Un but partout a été le score de cette rencontre. Les Académiciens du président Lambert Osango ont été les premiers à trouver le chemin de buts par le biais du capitaine et expérimenté Bosekia, à la 38e mn. Les Renais du président pasteur évêque Pascal Mukuna ont égalisé à la 45+2e mn par David Molinga alias « Falcao ».

Au match aller, Rangers l'avait emporté par deux buts à zéro. Les deux équipes se contentent donc chacune du point du match nul. A la fin de la partie, l'entraîneur d'AC Rangers, Guy-Roger Limolo, a réagi en ces termes : « On a marqué en premier, mais il y a eu en face une bonne équipe de Renais-

sance du Congo qui a égalisé avant la fin de la première période. Ensuite, on a fait un match difficile à dix, après l'expulsion d'un défenseur, on a donc restructuré la défense pour préserver le score. On est satisfait d'avoir pu gagner le point du match nul ».

Pour sa part, le coach adjoint de Renaissance du Congo, Pitshou Manza, a laissé entendre : « On a encaissé le premier but. Mais on a bien réagi en égalisant avant la pause. En seconde mi-temps, on a essayé de mettre du rythme au niveau offensif, mais les joueurs n'ont pas vraiment été percutants ». L'AC Rangers garde sa sixième position au classement au terme de cette rencontre, avec désormais vingt-neuf points. Le FC Renaissance du Congo, pour sa part, reste à la onzième place avec



Vue d'un match entre Renaissance du Congo et Rangers

vingt-deux points.

Dragons/Bilima et Maniema Union se neutralisent

En premier match, l'AC Dragons/Bilima a accroché l'AS Maniema Union par zéro but partout. Maniema Union qui a perdu par forfait face à V.Club, le jeudi dernier, se devrait de se relancer avec

une victoire face à la lanterne rouge du championnat. Mais les Monstres de Kinshasa ont bien au contraire montré plus d'envie que les joueurs venus de Kindu. Et à la fin, les deux clubs se sont départagés les points.

Avec ce match à égalité, Maniema Union totalise trente-neuf points, cabré à la qua-

trième place au classement provisoire. Dragons/Bilima demeure dernier avec huit points. On rappelle que le trio de tête est composé du TP Mazembe (soixante et un points), de V.Club (cinquante-neuf points) et du Daring Club Motema Pembe (quarante et un points).

Martin Engimo

LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR ET DES MERS

L'ONU demande aux gouvernants de relever les défis

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a publié, le 4 mars, son dernier rapport 2018 sur les questions environnementales, exhortant les décideurs à coaliser leurs efforts afin de répondre aux nombreuses préoccupations en la matière.

La publication du document intervient quelques jours avant la tenue de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement. Elle montre que le rythme d'action sur de nombreuses questions environnementales interdépendantes s'accélère.

Se félicitant des résultats des activités organisées l'an dernier pour relever les défis climatiques, la directrice exécutive par intérim du PNUE, Joyce Msuya, a déclaré que pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les pays doivent être aidés et encouragés à améliorer la qualité de l'air par la mobilité électrique et l'efficacité énergétique.

« Même si l'année 2018 a été une année difficile, nous devrions continuer à mener des actions croissantes et à rendre concret nos engagements afin de répondre aux défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés », a déclaré Joyce Msuya. Elle a signifié que

les acteurs de la lutte contre la pollution devraient, dans leur politique, rapprocher les gouvernements, la société civile et les entreprises pour échanger sur ces questions essentielles. D'autant plus que dans l'optique de l'accélération des actions sur la lutte contre la pollution, le PNUE s'est associé à l'Organisation mondiale de la santé pour organiser la première réunion mondiale sur la pollution de l'air qui tue des millions de personnes chaque année.

« La Journée mondiale de l'environnement 2018 a inspiré des actions contre la pollution par les plastiques. Une action qui

« Même si l'année 2018 a été une année difficile, nous devrions continuer à mener des actions croissantes et à rendre concret nos engagements afin de répondre aux défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés »,

a touché des centaines de millions de personnes dans plus de cent quatre-vingt-dix pays », a-t-elle ajouté.

Selon le PNUE, parmi les actions qui ont été menées dans le même cadre, se trouve la réunion des différents pays qu'il a convoquée en 2018 pour sauver les tourbières centrales de la Cuvette, notamment dans le Bassin du Congo. Ce bassin, a-t-il rappelé, abrite quatorze espèces menacées dans le monde entier et stocke l'équivalent de carbone de trois années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre.

En effet, le rapport de l'ONU sur l'environnement montre l'impact positif des Nations unies dans de nombreux autres domaines pour rendre plus respectueuses les lois liées au climat et en formant les autorités et les gouvernants pour qu'ils puissent mieux appliquer les lois environnementales.

« ONU Environnement a été et continuera d'être un acteur essentiel pour aider les pays à respecter leurs engagements en matière d'environnement », a conclu le secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

Rock Ngassakys

SANTÉ

Le paludisme en Afrique

La maladie serait apparue sur le continent il y a au moins vingt mille ans, selon une étude de l'Institut Pasteur et du Centre national de recherche scientifique (CNRS) français, suite à une analyse sur le génome de quatre cent soixante-dix-neuf personnes originaires de treize populations d'Afrique subsaharienne.

Le paludisme est responsable de quatre cent trente-cinq mille morts chaque année. Quelque deux cents millions de cas ont été enregistrés en 2017 parmi lesquels deux cent soixante-six mille enfants de moins de 5 ans (deux cent dix-neuf millions dans le monde), selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Parmi les pays les plus touchés sur le continent, figurent le Nigeria, Madagascar, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ouganda.

La maladie se transmet par les piqûres d'Anophèles, moustiques porteurs du parasite Plasmodium falciparum. Mais la lutte contre la paludisme s'esouffle. Or, les dix pays d'Afrique les plus touchés ont enregistré une importante hausse de cas. En parallèle, les moyens alloués à la lutte contre la maladie restent insuffisants. Pour le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, il faut changer de cap. « Nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre deux objectifs », à savoir « réduire de 40% l'incidence du paludisme et la mortalité associée par rapport aux niveaux de 2015 », à cause de la hausse

des cas dans certains des pays les plus durement touchés par le paludisme, puis du fait de « l'inadéquation » du niveau d'investissement dans la lutte contre cette maladie. Les dix pays du continent les plus durement touchés par la maladie « auraient enregistré 3,5 millions de cas supplémentaires par rapport à 2016 » selon l'OMS. Parmi ces pays figurent le Nigeria, Madagascar, la RDC et l'Ouganda. Le fait qu'« un enfant de moins de 5 ans meurt toutes les deux minutes de cette maladie évitable et guérissable est inacceptable », estime Tedros Adhanom Ghebreyesus.

L'OMS met en cause l'accès et l'utilisation des interventions et outils antipaludiques essentiels qui sont « insuffisants ». « Dans vingt-quatre des quarante et un pays où la maladie sévit le plus, lesquels dépendent en grande partie des financements externes pour lutter contre elle, le niveau moyen de financement disponible par personne à risque a diminué sur la période 2015-2017 par rapport à 2012-2014, souligne l'OMS. « Parallèlement, l'émergence continue de la résistance du parasite aux médicaments antipaludiques et la résistance du moustique aux insecticides menacent les progrès futurs », ajoute l'institution onusienne.

Noël Ndong

RCA

Plusieurs groupes armés rejettent le nouveau gouvernement

Vingt quatre heures après sa publication par décret, le nouveau gouvernement centrafricain fait l'objet d'un rejet de la part de groupes armés qui déclarent ne pas se retrouver dans cette équipe gouvernementale censée refléter l'accord de paix signé à Khartoum.

Dans un communiqué publié le 4 mars, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FRPC) affirme qu'il ne participera pas à « un gouvernement de mascarade », au motif que c'est l'ancien gouvernement qui a été reconduit. Pour les responsables de ce groupe armé qui règne au nord-est, cela constitue une violation de l'accord de paix de Khartoum.

Même son de cloche de la part du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC, basé à l'ouest de la RCA) qui accuse le président Faustin Archange Touadéra et son Premier ministre Firmin Ngrebada de n'avoir pas respecté les clauses de l'accord de paix de Khartoum qui prévoit un gouvernement inclusif avec les représentants de tous les groupes armés signataires.

Pour manifester leur mécontentement, les membres de ce groupe armé ont bloqué la Route nationale numéro 1 qui mène vers le Cameroun. Pour sa part, le mouvement rebelle de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), qui occupe le sud-est et le centre de Centrafrique, a réuni ses généraux au village de Gbokologbo pour adopter la marche à suivre contre le nouveau gouvernement jugé non conforme à l'accord de Khartoum.

Seuls six des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix et de réconciliation nationale sont représentés dans ce nouveau gouvernement dit inclusif. Les ministres de la Défense, des Finances, de la Justice, des Affaires étrangères, de la Communication, de l'Intérieur, de l'Économie, ont été reconduits.

Parmi les changements notables, Maxime Mokom, chef de groupe armé antibalaka (milices autoproclamées d'autodéfense) et allié aux principaux groupes armés opérant en Centrafrique, devient ministre chargé du désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR).

Souleymane Daouda, porte-parole du groupe armé UPC, devient ministre de l'Élevage. Hamza Guismala, bras droit de Noureddine Adam, chef du groupe armé Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), prend le porte-feuille du Développement de l'Énergie et des ressources hydrauliques.

C'est sous l'égide de l'Union africaine et des Nations unies que l'accord de paix avait été signé à Bangui le 6 février dernier. Dans un premier temps, il avait été paraphé à Addis-Abeba, lors du dernier sommet de l'Union africaine.

Yvette Reine Nzaba

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 4 AU 10 MARS 2019

MARDI 5 MARS

13h00 : Tremplin reggae

18h30 : Ciné-club : Homeland de Jacqueline Kalimunda

MERCREDI 6 MARS

19h00 : Soirée prix découvertes rfi : Yvan Buravan, Zao, Biz Ice et Roblin

VENDREDI 8 MARS

10h00 : Journée internationale de la femme

« BE NAPPY, FIÈRES D'ÊTRE AFRICAINES ! »

SAMEDI 9 MARS

10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (Samedi des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontre de scrabble)

16h00 : Emission télé : Ça c'est Brazza

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois.

VACCINATION ROUGEOLE-RUBÉOLE

Le président de la République donne le coup d'envoi

Le lancement à Brazzaville de la vaccination combinée contre les deux maladies, le 5 mars à l'hôpital mère-enfant Blanche Gomes, par le président Denis Sassou N'Guesso, marque l'engagement du pays d'assurer à chaque enfant congolais le meilleur état de santé possible.

2 264 159 enfants de 9 mois à 14 ans seront vaccinés en quatre jours, du 5 au 9 mars, sur toute l'étendue du territoire national. Cette campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole inclura la supplémentation en vitamine A et le dépistage au mébendazole des enfants de 9 à 59 mois. « L'un des objectifs visés est de ramener à moins de 20% le taux d'enfants non vaccinés au Congo », a indiqué la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo. Elle a, par ailleurs, souligné que depuis l'année 2018, le pays est en train de renverser progressivement la courbe du taux de vaccination en passant de 69 % à 75%.

Les partenaires techniques et financiers qui accompagnent le Congo dans cette lutte visant à éradiquer la rougeole et la rubéole ont salué les efforts du pays en la matière, tout en réaffirmant leur soutien. « Les soins de santé primaires qui incluent la vaccination constituent le fondement des systèmes de santé solides, capables de protéger chaque citoyen. Gavi est à vos côtés pour protéger les enfants du Congo des maladies mortelles évitables par le vaccin », a rassuré la directrice exécutive adjointe de Gavi, l'Alliance mondiale pour les vaccins, Anuradha



Gupta, qui a appuyé cette campagne. Elle a été également décorée par le président de la République pour les efforts consentis dans le secteur de la santé.

Au nom des agences du système des Nations unies, la représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques De Sousa, a abondé dans le même sens. « Nous croyons qu'il est possible pour

le Congo d'éliminer la rougeole et la rubéole grâce à la vaccination », a-t-elle déclaré.

Deux mille équipes mobilisées pour l'opération

Le Congo, qui a financé à 50% les doses de vaccins ainsi que la totalité des coûts opérationnels de la campagne sur toute l'étendue du territoire national, est le troisième pays d'Afrique cen-

trale à inaugurer le vaccin combiné rougeole-rubéole après le Cameroun et l'Angola. Une manière de se conformer au plan stratégique mondial 2012-2020 de l'élimination de ces deux maladies pour préserver la vie et la santé des enfants. Pour cette campagne, plus de deux mille équipes de vaccination, soit huit mille acteurs, en stratégies fixe, avancée et mobile, sont déployés

sur le territoire national. S'exprimant au nom de tous les enfants du Congo, Lilian Ngouilou, âgé de 10 ans, a salué la volonté du président de la République qui s'est personnellement engagé dans l'éradication de ces deux pathologies pour le bien-être de la couche juvénile concernée. « Merci d'être là pour nous », a déclaré le jeune garçon, vêtu de la tenue scolaire.

Soulignons que l'opération ne se fera pas de maison en maison mais plutôt dans les centres de santé et dans des postes supplémentaires de proximité mis en place pour la circonstance. Pour les enfants des zones d'accès difficile, notamment de l'arrière-pays, les équipes mobiles effectueront des déplacements, selon le directeur du Programme élargi de vaccination, le médecin colonel Alexis Mourou Moyoka. La rougeole, encore appelée première maladie, est une infection virale éruptive aigüe qui atteint essentiellement les enfants à partir de cinq ou six mois, ainsi que les jeunes adultes. La rubéole, par contre, est une maladie virale épidémique, d'incubation voisine de treize à vingt jours. Elle atteint les enfants et peut provoquer des graves malformations congénitales chez la femme lorsqu'elle est infectée au début de la grossesse.

Rominique Makaya

PÉTROLE

Total s'apprête à développer d'autres projets au Congo

Le directeur de Total pour l'Afrique, Guy Maurice, a indiqué, le 5 mars à Brazzaville, que sa compagnie étudiait la possibilité de réaliser des investissements supplémentaires dans le pays où elle opère depuis une cinquantaine d'années.

« Nous sommes en ce moment en pleine phase d'études et de prospection pour les futurs investissements », a déclaré Guy Maurice, à l'issue d'une audience avec le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Profitant de cette rencontre, le directeur de Total pour l'Afrique a informé le premier citoyen congolais de la production du gisement Moho Nord en ce début d'année 2019, ainsi que des perspectives.

Notons que le pétrole est la première ressource d'exportation du Congo. Il y a quelques années, l'or noir contribuait aux recettes budgétaires du pays à plus de 70%. Les investissements de Total représentent deux tiers de la production pétrolière du Congo. Cette société française s'est engagée à mettre un terme au torchage du gaz sur les champs qu'elle opère au Congo. Selon la direction générale de Total E&P Congo, le champ Moho Nord a fourni dans les derniers mois de 2018 une production de deux cent mille barils de pétrole par jour contre cent quarante mille initialement prévus en phase de pic.

La Rédaction

PARTENARIAT

L'Ira et Eco-Oil énergie s'accordent pour l'augmentation de la production agricole

Les deux parties, représentées par leurs directeurs généraux respectifs, notamment le Dr Armand Claude Mvila et Claude Wilfrid Etoke ont signé, le 1^{er} mars à Brazzaville, un accord dans le cadre de l'appui au développement agricole ainsi qu'à l'organisation de toute recherche fondamentale.

L'initiative de l'accord assistée par le ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique vise à mettre en place un partenariat public-privé entre l'Institut national de recherche agronomique et la société Eco-Oil énergie.

Le partenariat public-privé (PPP) est un mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant

au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public ou des usagers du service qu'il gère. Ce mode de financement est présent dans de nombreux pays sous des formes variées.

En effet, dans un premier temps, le PPP entre l'Ira et la société Eco-Oil énergie se focalisera autour des domaines de l'expertise scientifique, de l'assistance technique et de l'appui au développement agricole.



Le Dr Armand Claude Mvila et Claude Wilfrid Etoke au terme de la signature de l'accord de partenariat Adiac

Il a été convenu entre l'Ira et la société Eco-Oil énergie les termes de collaboration scientifique et technique ainsi que la participation de cette société agricole dans la mise en œuvre du projet de transformation de l'agriculture en Afrique de l'est et du centre. Les domaines de collaboration entre les deux parties

couvriront également la conduite des études sur l'adéquation entre le site de plantation et le matériel végétal, la maîtrise des connaissances sur l'exigence écologique du palmier à huile, de l'hévéa et des autres cultures suivant les caractéristiques climatiques et pédologiques ainsi que l'établissement des normes de production et l'optimisation des techniques de transformation.

L'Ira s'est engagé à organiser et conduire toute recherche fondamentale et appliquée pour développer les activités de la société Eco-Oil énergie dans les domaines de la production végétale ainsi que des technologies alimentaires et agro-industrielles. L'organisme de recherche agronomique va également sélectionner et améliorer les ressources végétales, développer les systèmes de production adaptés.

Par ailleurs, la société Eco-Oil énergie mettra à la disposition de l'Ira et de son personnel, des services, installations et propriétés nécessaires à la réalisation des missions à exécuter. La société agro-alimentaire va aussi garantir à l'Ira l'accès libre aux sites pour l'exécution de ses prestations.

Fortuné Ibara

METSTOIAUROUGE



**NOUVEAU
MASOLO+**
C'est plus de minutes
à prix réduits
***121*1*2#**

7 MIN
125 FCFA / 3 JOURS

3 MIN
60 FCFA / 1 JOUR



30 MIN

350 FCFA / 7 JOURS

AG Partners

SESSIONS PARLEMENTAIRE ET CONSULTATIVE

La Chine dévoile sa feuille de route pour 2019

Les réunions annuelles la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), principal organe consultatif politique du pays, et du Congrès national du peuple (CNP), qui se tiendront pendant deux semaines, ont été ouvertes respectivement le 3 et le 5 mars, au Grand Palais du peuple, à Beijing.

Le président chinois, Xi Jinping, a appelé, à l'occasion, les écrivains, les artistes et les théoriciens à renforcer la confiance dans la culture, à servir le peuple avec de belles œuvres et à guider le public avec des standards moraux élevés.

Le Premier ministre, Li Ke-qiang, a quant à lui souligné les objectifs économiques et les réformes prévues cette année. En ligne de mire, figure la croissance économique fixée à 6 ou 6,5% du produit intérieur brut. Elle ne sera probablement pas un objectif difficile à atteindre car les réformes structurelles du côté de l'offre seront approfondies en mettant l'accent sur l'agriculture. Le pays compte aussi réduire d'environ deux mille milliards de yuans les charges fiscales des entreprises et leurs cotisations sociales. La Chine compte aussi ac-



Au centre, le président Xi Jinping encadré de gauche à droite par les membres du Conseil des affaires de l'État

croître, par divers canaux, l'offre des produits et services de qualité et créer de nouveaux atouts dans la coopération et la compétition économique internationales. La lutte contre la pauvreté fait aussi partie des axes avec la date butoir de 2020, pour mettre en place une société

moyennement prospère qui est une urgence pour réduire la pauvreté, en particulier dans les zones rurales. Pour faire face aux problèmes socioéconomiques, l'agenda de l'année prévoit des mesures plus efficaces afin de rendre plus accessibles des logements, des

soins de santé et la sécurité sociale.

En matière environnementale, les autorités chinoises examineront le type de mesures que le gouvernement adoptera pour remédier à ce problème, notamment le renforcement de la protection des écosystèmes en fortifiant

les industries vertes.

Les deux événements sont suivis de près par plus de trois mille journalistes venus des quatre coins de la planète. Ils sont appelés collectivement « liang hui » et sont parmi les plus grands événements du calendrier chinois. Les deux sessions réunissent près de trois mille législateurs et deux mille membres de la CCPPC, aux côtés des principaux dirigeants nationaux et provinciaux.

Le CNP examine le rapport de travail annuel du gouvernement, ses plans et budgets pour l'année à venir, pendant que la CCPPC discute de questions politiques, sociales et économiques importantes et formule des propositions. Les deux sont en cours avant un remaniement crucial du leadership qui aura lieu vers la fin de l'année.

Durly Emilia Gankama

OPÉRATION VILLE PROPRE

Les agents de la SNPC assainissent l'enceinte du lycée professionnel Thomas-Sankara

Organisée à l'initiative du Premier ministre, Clément Mouamba, l'activité a permis aux cadres et agents de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) évoluant à Pointe-Noire de rendre salubre, le 2 mars, l'enceinte de l'établissement situé dans le premier arrondissement.

La note circulaire du Premier ministre, chef du gouvernement, instituant le premier samedi de chaque mois, journée de salubrité publique sur l'ensemble du territoire national, a eu du répondant du côté de la SNPC. Le week-end dernier, les agents et cadres de cette société pétrolière, toutes filières confondues, ont mis en application cette orientation du gouvernement visant à assainir l'environnement et à améliorer le cadre de vie de la population.

Sous la houlette du directeur Amont pétrolier, Benjamin Makaya, des directeurs généraux des filiales M. Stev Onanga (Sonarep), M. Florent Bioka (SFR) et du chef d'établissement, M. Christian Mabiála, les cadres et agents du groupe SNPC Pointe-Noire avec des brouettes, râtaux, balais, pelles, houes, machettes à la main, ont retroussé les manches pour assainir l'intérieur du lycée professionnel Thomas-Sankara, comme ont pu le constater le directeur de cabinet du ministre de

l'Enseignement technique, le directeur départemental de l'Enseignement technique et le proviseur de l'établissement. À cet effet, herbes et bien d'autres déchets spécifiques tels que les sacs en plastique ont été enlevés et détruits. Pour réussir ce challenge avec brio conformément à la politique d'hygiène, la société a pris des mesures de sécurité en vue de réaliser une telle opération.

Ainsi, un important lot d'équipements de protection individuelle, composé de tenues de travail, de casquettes, de gilets, de lunettes de sécurité, de masques respiratoires, de gants, a été utilisé par le personnel du groupe SNPC. « Nous sommes ici pour appliquer la note circulaire du Premier ministre relative à l'opération de salubrité publique. Dans ce contexte, nous avons été instruits par notre directeur général pour réaliser cette opération de salubrité, tout le personnel SNPC groupe Pointe-Noire a répondu présent à cet



appel. Nous avons pris toutes les dispositions en amont pour réaliser cette opération, conformément à notre politique et règles en hygiène sécurité et environnement applicable », a dit David Bérenger Loemba, chef du département hygiène, sécurité et environnement du groupe SNPC.

Étant de la génération de l'époque « Une école, un champ », le chef d'établissement SNPC Pointe-Noire a demandé à ses agents de pérenniser cette annonce du gouvernement. « Cette activité est une instruction du gouvernement et nous devons la respecter. Il y a quelques élèves qui se sont mis à l'œuvre avec nous et aujourd'hui, je pense que l'école doit encourager les enfants à épouser ce genre

d'initiative afin de garder leur cadre de vie et de travail propre et sain, en prenant, par exemple, une journée une fois toutes les deux semaines pour assainir leur école », a renchéri Christian Mabiála.

Il faut dire qu'en application de la note circulaire n°0012/PM-CAB, la SNPC s'associe aux autorités nationales et locales pour réaliser les opérations de salubrité publique.

Rappelons que cette opération de salubrité publique concerne tout le monde, dans les villes et villages. Son intérêt est d'assainir les espaces publics tels que les écoles, les dispensaires, les centres sportifs, les lieux de culte. Pour lier l'utile à l'agréable, une collation a clôturé cette activité dans une ambiance conviviale.



COMMERCE

La foire syrienne de retour à Brazzaville

Après deux éditions manquées, l'exposition-vente s'est ouverte, le 5 mars, à la commune de Poto-Poto, le troisième arrondissement de la capitale.



Le coup d'envoi de la manifestation a été donné par l'administrateur maire de Poto-Poto, Jacques Elion, qui a coupé le ruban symbolique avant une visite guidée de quelques stands, en présence du maire de Moungali, Benjamin-Alphonse Loukakou. La société Tamatex, organisatrice de la foire, entend apporter une touche particulière à la douzième édition 2019.

Le responsable de l'exposition, Kamal, a indiqué que de nombreux visiteurs attendaient l'arrivée des marchands et les produits exposés sont accessibles à toutes les bourses. Parmi les divers articles, on y trouve des

salons de fauteuil modernes, des tissus pour meubles, des tapis, des accessoires de couture, des rideaux, des cuisinières, des articles de cuisine, des parfums, des vêtements et des chaussures. La manifestation bénéficie du soutien du ministère du Commerce, à travers le Centre congolais du commerce extérieur. Son directeur général, Basile Obongui, promet d'accompagner les marchands syriens durant les six semaines.

« L'exposition vente des produits syriens au Congo est l'expression des liens d'amitié et de coopération commerciale qui existent entre les deux na-

Les visiteurs parcourant quelques stands/Adiactions», a-t-il déclaré.

Cette foire syrienne de Brazzaville est devenue, au fil des années, la principale vitrine de la coopération et de rapprochement des deux cultures congolaise et syrienne. Des vêtements traditionnels, des objets de décoration, des parures confectionnées par des artisans, des plantes thérapeutiques, ainsi que des produits de beauté « made in Syria » sont également proposés aux visiteurs.

Le maire de Poto-Poto, se disant honoré par l'événement, a appelé les artisans congolais à aller eux-aussi exposer en Syrie.

Fiacre Kombo

VIE ASSOCIATIVE

La Fondation Hobiba exhorte les jeunes à entreprendre dans le secteur agropastoral

La fondation qui a vu le jour le 3 mars à Brazzaville encourage les jeunes à s'approprier les métiers de la terre afin d'apporter leur pierre dans la réalisation du défi visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire.



Une vue des membres du bureau de la Fondation Hobiba

« Nous allons nous déployer sur le terrain, particulièrement à l'intérieur du pays pour aider et guider les jeunes qui œuvrent déjà dans le secteur agricole. Nous allons en même temps les aider à acquérir gratuitement des matériaux de pointe afin de booster leur production », a indiqué Ismaël Gatsé Péa, un des membres du bureau de la Fondation Hobiba.

La Bouenza sera le département pilote de la réalisation des projets de cette fondation qui y prévoit une descente dans un futur proche. Les représentants départementaux intronisés se chargeront de poursuivre l'œuvre dans leurs contrées respectives.

Selon son vice-président, Christian Dady Tchicounou, il est nécessaire d'augmenter la production agricole du pays et les jeunes ont un rôle non négligeable à jouer. « Notre fondation permettra au monde rural d'avoir une structure qui servira d'interface au plan financier, administratif et juridique. Nous sommes certains que les agriculteurs combleront le déficit agroalimentaire qui, hélas!, ne permet pas à nos concitoyens de se nourrir décentement », a-t-il fait savoir.

Inciter les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat agricole sera donc le cheval de bataille de la Fondation Hobiba.

Rude Ngoma

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

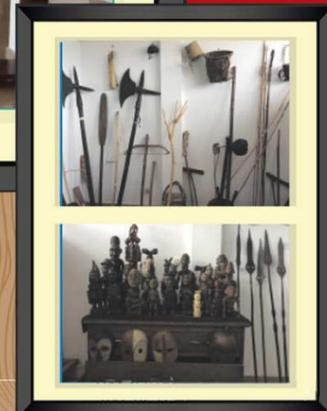
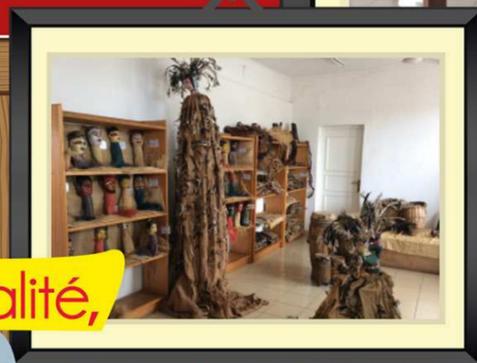
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

JUSTICE

Christian Eric Locko élu bâtonnier du barreau de Brazzaville

L'avocat de 28 ans d'expérience a été choisi, le 2 mars, par ses pairs pour un mandat de deux ans. La formation et la défense de leurs intérêts ainsi que l'organisation de leur profession figurent parmi ses priorités.



Maître Christian Eric Locko, nouveau bâtonnier de Brazzaville/Adiac

Le nouvel élu succède à son collègue François Quenum, dont le mandat a échoué. Il a pour mission essentielle d'administrer et d'organiser le barreau de Brazzaville, afin de permettre aux avocats régulièrement inscrits de travailler dans l'ordre et dans la discipline. Une tâche qu'il estime exaltante mais pour laquelle il a le devoir d'accomplir, afin de relever les grands défis qui s'imposent à eux.

Quoi que nouveau à la tête de cette organisation professionnelle, Me Christian Eric Locko a bien conscience des défis qui l'attendent. Il s'est dit déterminé à assumer loyalement la mission qui lui est confiée par ses pairs. « *Le métier de bâtonnier est un sacerdoce, car il demande beaucoup de travail et d'abnégation. Le barreau de Brazzaville a besoin d'un avocat qui puisse le représenter dignement et qui défend ses intérêts. Je mets donc en tête de mes priorités la représentation et la défense des avocats du barreau de Brazzaville* », a souligné le nouveau bâtonnier.

Docteur en droit, cet avocat inscrit au tableau d'honneur fera de la formation continue des avocats en activité et stagiaires son cheval de bataille durant son exercice.

Rappelons que le barreau est composé des avocats inscrits au tableau et des avocats stagiaires. Le Congo compte actuellement deux barreaux; celui de Brazzaville qui a cent trente avocats et celui de Pointe-Noire, animé par cent vingt-quatre avocats.

Ces deux structures sont sous la tutelle de l'Ordre national des avocats, dirigé par un bâtonnier national. Le Congo compte à ce jour deux cent cinquante-deux avocats régulièrement inscrits.

Firmin Oyé

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Le Japon entend réhabiliter le complexe Père-Pierre-Desportes de Brazzaville

Le contrat pour la réalisation du projet a été signé, le 1^{er} mars, entre l'ambassadeur nippon en République du Congo, Hiroshi Karube, et la supérieure de la communauté de l'association des sœurs servantes de Cana, Ursule Tsimambakidi.



L'échange des documents du contrat entre les deux parties/DR

D'un montant total de 88 969 dollars américains, soit 51 259 489,35 FCFA, le projet consiste en la construction d'un bâtiment au collège de l'établissement. Il s'agit concrètement de construire et d'équiper six salles de classe et des latrines, d'aménager la cour intérieure. Il est également prévu l'érection d'un château d'eau, permettant non seulement d'augmenter la capa-

cité d'accueil des élèves, mais aussi d'améliorer l'environnement scolaire, souligne le communiqué de presse de l'ambassade du Japon. « *L'ambassade du Japon a sollicité une collaboration franche et une coordination étroite entre les parties prenantes à ce projet afin que celui-ci puisse s'achever dans les délais impartis et qu'il devienne un des symboles de*

bonnes relations d'amitié et de fraternité qui existent entre la République du Congo et le Japon », espère la partie japonaise. Notons qu'à travers le financement de ce projet, le Japon entend consolider sa politique de coopération en accompagnant les efforts du gouvernement congolais pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Parfait Wilfried Douniama

FORMATION

Des doctorants à la découverte des méthodes d'élaboration d'un article scientifique

Un atelier de formation sur le thème « Article de recherche scientifique : comment réussir sa publication » a été occasion à l'intention des jeunes doctorants et des étudiants inscrits en master 2 afin de les amener à bien se communiquer dans le monde de la recherche.

La formation a permis aux apprenants d'apprendre à rédiger et à produire des articles de recherche pour publication dans une revue scientifique dès la fin de leur soutenance de mémoire. Elle leur a permis également d'identifier le sujet d'un article scientifique, d'acquérir une bonne méthodologie de rédaction et de savoir valoriser sa recherche et publier à bon escient.

La rencontre a été organisée par le Campus numérique espace universitaire francophone de l'Agence universitaire de la Francophonie, du 25 au 27 février, à Brazzaville.

Les enseignements ont été axés sur les thématiques telles que les articles scientifiques, la méthodologie adoptée en fonction des disciplines scientifiques et le traitement des données d'un article.

Adolphe Christian Ngakeni Limbili, formateur à cet atelier, a expliqué que le but a été d'amener les jeunes chercheurs



Les apprenants en pleine formation/Adiac

au même diapason que les autres, à avoir le même langage ainsi que les inciter à intégrer le monde de la recherche à travers une bonne communication. « *Les étudiants inscrits en doctorat doivent, à la fin, produire un support scientifique. Les connaissances qu'ils ont acquises leur serviront à préparer les articles et rédiger leur*

support de mémoire de thèse », a-t-il dit.

De son côté, Arnold Murphy Elouma Ndinga a insisté sur le traitement des données en incitant les apprenants à valoriser leurs résultats lors des manipulations. La valorisation des données a-t-il poursuivi, fait appel aux statistiques et à un logiciel de traitement appelé R qui obéit

au langage de programmation. Interrogés sur la particularité de cette formation, les étudiants ont émis le souhait aux organisateurs de se communiquer avec leurs amis car plusieurs d'entre eux sont à la quête des formations.

Ornella Esther Koualou, doctorante en histoire à l'Université Marien-Ngouabi, a su contour-

ner ses lacunes en calculs grâce à ces enseignements donnés par des spécialistes, a-t-elle affirmé. « *Les formateurs ont dispensé leurs enseignements sur toutes les matières afin de permettre à chacun d'avoir une bonne base de la rédaction d'un article. Ils ont joué de leur expérience pour nous faire comprendre le logiciel R qui est indispensable pour les calculs* », a déclaré Ornella Esther Koualou.

Gervillien Arnold Malonga, doctorant en onco-virologie tropicale et moléculaire à la Faculté des sciences de la santé, a renchéri qu'il a été édifié sur les différentes formes de rédaction d'un article, revues de publication ainsi que la procédure de soumission d'un article. « *Je remercie mes professeurs qui m'ont encouragé à prendre part à cette formation si riche qui m'a fait découvrir un nouveau logiciel gratuit avec plusieurs avantages sur les calculs* », a-t-il confié.

Lydie Gisèle Oko

GYMNASTIQUE

Lancement de l'année sportive 2018-2019

La fédération congolaise de la discipline a présenté, le 2 mars à Brazzaville, son programme d'activité de l'année en cours.



Une démonstration des gymnastes

La relance de la gymnastique sur toute l'étendue du territoire national et la prise en compte des plus jeunes athlètes sont, entre autres, les points forts de la feuille de route de la Fédération, pour le compte de la saison 2018-2019. « J'encourage les clubs à faire encore mieux. Cette

saison, nous allons prendre en compte les plus jeunes. Toutes les catégories doivent être prises en compte. Nous avons deux grandes compétitions, à savoir le championnat national et les jeux africains. Mettons-nous au travail », a indiqué François Bakana, président de la Fé-

dération congolaise de gymnastique.

La cérémonie qui s'est déroulée au gymnase Henry-Elendé a été marquée par la présence de soixante gymnastes dont vingt-deux filles et trente-huit garçons, venus du centre Gotia, des clubs Maxime-Mantsima et de l'ONP de Kinsoudi. Ces athlètes ont fait quelques démonstrations, notamment en gymnastique rythmique, artistique et aérobic. L'assistance a eu droit aux épreuves du ballon, en solo, en duo et en trio.

Rude Ngoma, stagiaire

« J'encourage les clubs à faire encore mieux. Cette saison, nous allons prendre en compte les plus jeunes. Toutes les catégories doivent être prises en compte. Nous avons deux grandes compétitions, à savoir le championnat national et les jeux africains. Mettons-nous au travail »

ATHLÉTISME

Le renouvellement des ligues départementales se poursuit

Après la mise en place de la ligue de Brazzaville, le 2 mars, d'autres départements ont pris le relais dans l'arrière-pays.

L'opération initiée par la Fédération congolaise d'athlétisme (FCA) s'inscrit dans le cadre de la vulgarisation de la discipline sur toute l'étendue du territoire national. Les ligues départementales auront la mission d'organiser des compétitions dans l'hinterland. Celle de Brazzaville a inscrit dans son agenda la relance des activités en commençant par le championnat dans les prochains jours.

La présidence de la ligue, assurée par Sydney Ange Dandou, exécutera son plan d'actions avec le soutien de tout le bureau dans lequel Charell Djoubé est le premier vice-président tandis que Dieudrine Bonazebi assume les fonctions de deuxième vice-président. Le secrétariat général est occupé par Patou Malonga Ngambaka. Darion Mboumba est, pour sa part, trésorier général alors que Longuet Moussa, Dieu-Beni Madoligo, Jodel Ngangoyi et Patricia Ibouili sont des membres. Le poste de commissaire revient à Jean Martin Mbana.

Selon le programme établi par la Fédération, toutes les ligues seront mises en place au cours de ce mois de mars. En effet, les membres des ligues de la Sangha, du Niari et de la Lékoumou seront installés le 9 mars. L'élection des membres de la ligue départementale de la Bouenza aura lieu le 10 mars à Nkayi. Ceux de la Likouala, du Pool, de la Cuvette et du Kouilou seront respectivement élus le 17, le 22, le 23 et le 29 mars. Pointe-Noire, la Cuvette ouest et les Plateaux emboîteront le pas le 30 mars.

Rude Ngoma, stagiaire

AFRIQUE-RUSSIE

Vladimir Poutine entame la préparation du sommet d'automne 2019

La fondation Roscongress a été désignée comme prestataire unique des services liés à la préparation de la rencontre, selon un décret signé par le président russe.

Le conseiller de Vladimir Poutine, Youri Ouchakov, a été nommé président du comité d'organisation. « J'ordonne de former un comité d'organisation afin de préparer et de mettre en pratique le sommet Russie-Afrique en 2019 et d'autres événements dans le cadre des relations russo-africaines », peut-on lire dans le décret. Le président du comité devra en établir la composition d'ici à un mois. Auparavant, Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, avait annoncé que le sommet aurait lieu au cours de l'automne 2019 et qu'il contribuerait au resserrement des liens entre la Russie et les pays africains.

Noël Ndong

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Diaby Abdul-Aziz, je désire désormais être appelé Ndende Martins Krysaziz.

Un délai de trois(03) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

On m'appelle Bokaka Meboula Alyvi Cécilia, je désire être appelée désormais Meboula Alyvi Vécilia.

Un délai de trois(03) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

On m'appelle Bokaka Emmanuelle, je désire être appelée désormais Ebal » Emmanuelle.

Un délai de trois(03) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN! RECRUTEMENT

Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
rejoignez notre équipe marketing

Brazzaville : 05.532.01.09
Pointe-Noire : 06.963.31.34

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mplla), Brazzaville, République du Congo

GABON

Décès du footballeur Herman Tsinga

L'attaquant gabonais d'Akanda FC a tiré sa révérence sur le terrain, le 2 mars, lors de la première période du match qui opposait son équipe au Missile FC, à Libreville.

Le milieu de terrain Herman Tsinga, âgé de 23 ans, s'est écroulé à la 23e mn après un duel aérien puis ne s'est plus relevé. Il a été ensuite transporté au Centre hospitalier et universitaire d'Owendo, proche du stade de l'Institut national de la jeunesse et des sports, où se déroulait cette rencontre de la première division du pays.

Au cours de son transfert d'urgence à l'hôpital, le joueur n'a pas pu être réanimé et a finalement trouvé la mort en chemin. À cet effet, ses coéquipiers, les fans du football et le ministre des Sports gabonais, Alain Claude Bilie-Bi-Nze, ont rendu hommage au dossard n°10 du club Akanda, à travers de nombreux messages sur les réseaux sociaux. Un



Herman Tsinga en action sur le terrain

deuil non seulement pour les Gabonais mais aussi pour le monde sportif.

Selon le quotidien «L'Union», aucune des deux ambulances présentes sur les lieux ne possédait le défibrillateur ou le masque à oxygène nécessaire pour sauver la vie du jeune joueur.

Cette insuffisance matérielle des services de santé a provoqué plusieurs réactions de la part des internautes qui dénoncent le laxisme, la nonchalance, la négligence et la lenteur qu'ont fait preuve les secours durant la prise en charge de l'attaquant gabonais.

Soulignons qu'à la fin de la rencontre, Akanda FC s'est imposé sur un score de deux buts à un.

Rieltony Louboko, stagiaire

REMERCIEMENTS

M. Albert Ganguia, Mme Yvonne Akondzo Kosso et familles, les enfants Okoï remercient de tout cœur les parents, amis et connaissances pour leur soutien et leur assistance lors de la veillée ainsi que pendant les obsèques de leur frère, père et oncle, Alexis Georges Okoï, ancien ambassadeur du Congo au Gabon et en RDC, ex-Zaire.

« Réjouissez vous, soyez dans l'allégresse, car votre récompense sera grande dans les cieux ».

Matthieu 5 : 12



NECROLOGIE

M. Jean Fernand Eyondzo, les enfants Somboko (Victoire Prestige, Nazaire, Petrony, Jaëlle) et Stanislas Okassou ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances du village Oyoué, district de Makoua, du décès de leur sœur, mère et tante paternelle, Antoinette Somboko, survenu le 26 février 2019 à Brazzaville.

La veillée se tient au domicile de la défunte, sis n°47, rue VENZA, arrêt de bus « Trois étoiles », Nkombo CNRTV.

Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.



Djason philosophe, les familles Yoka et Morabandza ont la profonde douleur d'informer les amis et connaissances du décès de M. René Eyoka (le vieux Shalai), agent retraité du Trésor public, le 2 mars 2019 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°60 de la rue Sangha à Talangaï (Référence bar Shalai, avenue Marien-Ngouabi).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines

Chemises à rabat



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

DÉFENSE

Les Forces armées congolaises planifient leurs activités

Le chef d'état-major général, le général de division Guy Blanchard Okoi, a ouvert, le 5 mars à Brazzaville, les travaux de la conférence de planification dans le cadre du commandement participatif.

« La conférence de planification vise à mettre en place les outils et les procédures nécessaires à la conduite, au contrôle des activités organiques et opérationnelles », a indiqué le chef d'état-major général (CEMG) des Forces armées congolaises (FAC) à l'ouverture des assises. Durant cinq jours, les armées de terre, de l'air, la marine nationale, le commandement des écoles, la direction centrale des renseignements militaires ainsi que

les commandants de zones militaires de défense vont examiner la planification des activités de cette année avant la validation.

Les travaux seront ponctués par une série d'exposés d'informations visant à améliorer la gestion des structures et l'atteinte des objectifs majeurs, a expliqué le général de division, Guy Blanchard Okoi. Un dialogue de commandement avec les commandants de zones militaires de défense et un atelier

technique sur la programmation des activités des FAD sont également prévus. « Organiser, prévoir et préparer, tel est le sens de la lourde tâche qui nous incombe durant cinq jours », a fait savoir le CEMG.

Le chef d'état-major général a, par ailleurs, souligné le contexte financier contraignant dans lequel se tient cette conférence. A l'occasion, il a rappelé les instructions du chef suprême des armées qui, lors du réveillon d'armes le 31



Le CEMG ouvrant les travaux de la conférence de planification

décembre dernier, a appelé à faire beaucoup avec peu. Il s'agit notamment de la sécurisation de l'intégrité du territoire national, la protection de la circulation des personnes et des biens, la stabilité sous-régionale et internationale qui sont des plus sacrés devoirs des FAC. « Nous devons faire

preuve d'ingéniosité, de créativité pour être au diapason de ce défi à relever et à remporter au final. Il faut être rationnel dans l'emploi des ressources disponibles et dans l'expression des besoins », a insisté Guy Blanchard Okoi.

Rominique Makaya

ONEMO

Le gouvernement annonce le paiement de deux mois de salaires

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, a assuré les agents de la société en pleine scission et dissolution qu'il a instruit le directeur général, André Nyanga Elenga, pour le versement de deux mois de salaires.

Peut-être un ouf de soulagement pour les travailleurs de l'Office national de l'emploi et de la main d'œuvre (Onemo) qui accumulent actuellement près de six mois d'arriérés de salaires. En effet, les agents avaient récemment écrit à la direction générale pour demander qu'il leur soit payé même deux mois, en attendant le reste.

« Concernant vos salaires, j'ai instruit le directeur général pour que ces deux mois soient payés mais sans primes. Le directeur général, qui a entrepris un certain nombre de contrôles importants qui vont ramener des produits techniques, gèrera en bon père de famille les

primes », a assuré Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes. Le ministre a également annoncé au personnel de l'Onemo qu'il a convenu avec le directeur général pour tout mettre en œuvre afin qu'au terme de la scission, il n'y ait pas d'arriérés.

Outre cette annonce qui était vraisemblablement attendue au regard des ovations des agents réunis pour la circonstance à la mairie de Talangai, sixième arrondissement de Brazzaville, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a circonscrit son intervention en trois points. Il a, en effet, fait l'état d'avancement du dossier de la création de deux

structures en remplacement de l'Onemo. Il s'agit notamment de l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et le Fonds national d'appui à l'employabilité et l'apprentissage (Fonea). Selon lui, après l'adoption des lois portant création de ces deux structures par le parlement, la prochaine étape consiste à la présentation des statuts en Conseil des ministres. « Le commissaire à la scission a été nommé mais il ne pourra intervenir que lorsque les opérations préalables auraient été arrêtées. Il s'agit de l'arrêt des comptes au 30 novembre 2018 et au 28 février 2019. Ces opérations sont en cours, ce qui permettra

d'identifier l'actif sain de l'Onemo qui serait réparti entre les deux structures », a-t-il précisé.

Lancement du bilan de compétences

Le ministre a également expliqué aux travailleurs que les postes d'encadrement seront désormais soumis à la compétition. À cet effet, le gouvernement lancera sous peu un avis à manifestation d'intérêt en vue du recrutement aux postes de management. Cela concernera les cinq postes à pourvoir au niveau de l'ACPE et les six du Fonea. « Donc, les directeurs opérationnels actuels doivent concourir sur ces postes à com-

pétence égale pour permettre à la société d'avoir des gens compétents au démarrage. Nous ouvrons ces postes à la concurrence, à la compétition pour que ne soient retenus que ceux qui sont capables de les animer », a alerté le ministre.

Lançant le bilan de compétences, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a rappelé que le gouvernement avait décidé de reformer le service public d'emploi avec zéro licenciement. D'après lui, le bilan de compétences devrait confirmer ou infirmer les choix des travailleurs dont certains veulent rester dans l'intermédiation sur le marché de l'emploi, donc au niveau de l'ACPE et d'autres qui envisagent aller au Fonea. « Le bilan de compétences devrait dire si oui ou non vos choix sont conformes à vos compétences. Si vous n'avez pas des compétences nécessaires, il va y avoir une formation pour amener le personnel à un niveau de compétences pour pouvoir travailler dans l'une ou l'autre des structures », a-t-il expliqué.

Conformément à la nouvelle organisation, certains agents seront affectés dans les agences départementales et locales qui seront créées dans des districts à caractère économique ou les chefs-lieux de département.

Parfait Wilfried Douniama



Une vue des agents de l'Onemo pendant la communication/Adiac



GROUPES ISM - ÉCOLE DE DROIT

LICENCES

- Licence en Droit des Affaires
- Licence en Droit privé fondamental (licence délocalisée de l'INU Champollion d'Albi/Toulouse)
- Licence professionnelle Activités juridiques : Contentieux et Recouvrement
- Licence en Administration publique

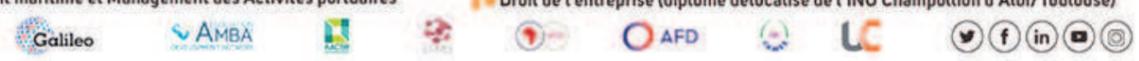
MBA:

- Fiscalité
- Passation des marchés
- Droit de la Santé et Management des Structures de Santé
- Droit et Gouvernance des Énergies et des Mines
- Droit maritime et Management des Activités portuaires

Master:

- Droit des Affaires
- Droit notarial et Gestion du Patrimoine
- Droit de l'entreprise (diplôme délocalisé de l'INU Champollion d'Albi/Toulouse)

GROUPES ISM - SENEGAL
info@ism.edu.sn
www.groupeism.sn



GENRE

Le Lions club international encourage le leadership féminin

Un symposium News voices initiative a réuni, le 2 mars, à Pointe-Noire, sur l'initiative de Fernande Marie-Catherine Dekambi Mavoungou, déléguée pays, les Lions club de la région 26.

« Leadership féminin à travers le Lions clubs international » a été le thème de la conférence qui a eu pour but d'impulser une nouvelle dynamique au leadership féminin des Lions en perte de vitesse ces dernières années dans la région 26. Cette activité s'inscrit dans le nouveau programme News voices de Gudrun Bjort Yngvadottir, présidente internationale, axé sur les volets leadership, effectifs et marketing.

Terme emprunté à l'anglais, le leadership définit la capacité d'un individu à mener ou conduire d'autres individus ou organisations dans le but d'atteindre certains objectifs. Le leader est une personne capable de guider, d'influencer et d'inspirer, a dit Fernande Marie Catherine Dekambi Mavoungou



La photo de famille des lions clubs international / Adiac

en ouvrant l'activité. Et d'ajouter : « Parmi les compétences ou qualités que l'on retrouve chez les leaders, on peut citer la vision, la stratégie, la persuasion, la communication, la confiance et l'éthique ». Pour elle, le leadership féminin s'aff

irme dans l'organisation, l'altruisme, sa faculté à fédérer et son côté méticuleux. « Les femmes leaders pouvaient être meilleures que les hommes à condition de ne pas copier le comportement de leurs homologues masculins », a-t-elle

affirmé.

Accroître les effectifs au sein des différents clubs a également été la préoccupation des lions. En effet, au Congo, près de 31,32 % de femmes sont lions dont 41% à Brazzaville et 22% à Pointe-Noire. La moyenne dans

le district 403 b étant de 37, 64 %. Atteindre les 50 % est l'objectif selon la past gouverneur Aissata Moussa qui, après avoir fait l'histoire du lionisme créé en 1917, a ajouté que les femmes n'ont été admises qu'en 1987 lors de la convention de Taipei. Selon Dieudonné Mbadji, les femmes doivent savoir s'imposer. Un point de vue partagé par Alphonse Obambi qui a ajouté que la parité doit commencer dans les clubs mixtes et toutefois chaque lion est libre de choisir entre le club masculin, féminin ou mixte.

À la fin du mois de mars, une évaluation sera faite sur l'action menée par chaque lion et le travail abattu dans les clubs pour insuffler un nouveau dynamisme au lionisme.

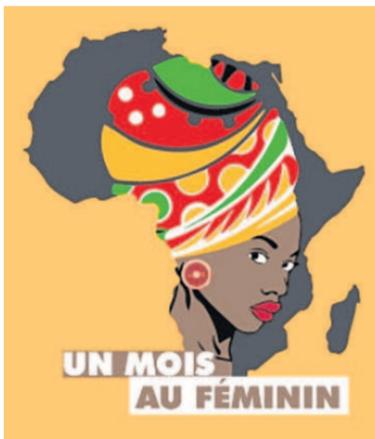
Hervé Brice Mampouya

MOIS DE MARS

La femme à l'honneur à l'IFC de Pointe-Noire

Mars est au féminin à l'espace culturel de la capitale économique qui célébrera la Journée internationale des droits de la femme à travers plusieurs rendez-vous (concerts, table ronde, ciné-débat et autres).

La première activité du programme, intitulée « Un mois au féminin », est un concert de musique « Rumba ya ba kento » (La rumba des femmes) qui aura lieu le 8 mars dans la salle Tchicaya-U-Tam'Si de l'Institut français du Congo (IFC). Les chanteuses Gwladys Bando et Magalie, accompagnées de leurs musiciens, vont rendre hommage aux femmes qui ont marqué l'histoire de la rumba congolaise, notamment Mamy Claudia, Pembey Sheiro, Pierrette Adams, Mbilia Bel et bien d'autres qui continuent de nourrir cette musique avec leurs textes et mélodies.



L'IFC prévoit plusieurs activités le 9 mars. Il s'agit du débat des petits citoyens sur la parité hommes-femmes (10h), la table ronde sur le thème « Quels nouveaux droits pour les femmes ? » qui sera modérée par Huguette Nganga Masinga, en présence de l'écrivaine Nicole Mikolo et Mme Goma, substitut du procureur de la République près du Tribunal de grande instance de Pointe-Noire, procureur pour enfants (15h 30).

Il y a aussi le ciné-débat sur les femmes qui font des métiers et la projection du documentaire « La fille du rail » qui sera suivie d'une discussion dont la modération sera assurée par Kriss Brochec, directrice-fondatrice de Congo web agency, en présence d'Arielle Poucouta, ingénieure projet à Perenco (18 h).

L'autre rendez-vous en rapport avec les femmes est la scène ouverte cultures urbaines saison 2 « Femmes en scène » (rap, danse hip hop) le samedi 30 mars à la paroisse Saint Jean-Bosco à Tié-Tié. La finale aura lieu le 21 juin et les lauréats seront programmés lors de la saison 2019-2020 de l'IFC dans des conditions professionnelles. A l'occasion d'« Un mois au féminin », cette scène ouverte sera réservée aux femmes, trop absentes des plateaux et que l'on devrait encourager.

Outre ces activités en faveur des femmes, le programme de mars à l'IFC a retenu également des projections, notamment le documentaire « Malaria business » ce 5 mars à l'espace Kimpélé à Vindoulou; les films « Soundiata Keita, le réveil du lion », le 6 mars; « Camille Claudel », le 12 mars.

En rappel, le 2 mars, le public a suivi le spectacle de danse « Neuf couches rouges-La tchikumbi furiosa » de DeLaVallet Bidiefono, chorégraphe congolais basé en France, avec Vesna Mbelani et un chœur de danseurs et slameurs des collectifs Sty'oblique et Art plume, Peutch. Cette création est le résultat d'une résidence qui a duré du 25 février au 1er mars.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

ÉNERGIE

Engie choisit l'Afrique et l'Asie pour développer ses activités

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, le géant énergétique français quittera en trois ans une vingtaine de pays pour se concentrer sur les deux continents.

Engie a annoncé son intention de concentrer ses efforts de développement sur une vingtaine de pays et une trentaine de métropoles, pour l'essentiel situés en Asie du sud-est et en Afrique. Pour cela, le groupe sortira en trois ans d'une vingtaine de pays sur les soixante-dix où il est aujourd'hui implanté.

Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un nouveau plan stratégique prévoyant une spécialisa-

tion du groupe sur les services à haute valeur ajoutée et les énergies renouvelables, et pour de nouvelles économies et cessions d'actifs. Engie envisage ainsi de faire progresser son résultat net de 7% à 9% par an sur la période 2019-2021. Le groupe vise, en outre, huit cents millions d'euros de réduction de coûts sur trois ans. Il prévoit onze à douze milliards d'euros d'investissements de croissance sur 2019-2021,

principalement dans les « solutions clients » et les énergies renouvelables.

L'objectif est d'ajouter neuf gigawatts à son portefeuille de capacités de production « verte » tout en finalisant sa sortie du charbon, selon Reuters. Engie compte cent cinquante mille collaborateurs dans soixante-dix pays pour un chiffre d'affaires de soixante-cinq milliards d'euros.

Noël Ndong

MUSIQUE

Sambadio implore l'aide des personnes généreuses

Dans l'incapacité de faire face aux frais hospitaliers à l'hôpital Adolphe-Sicé où il a été admis depuis près de deux semaines, l'artiste musicien Sambadio a été obligé d'aller suivre les soins médicaux à domicile. Une situation préoccupante et pathétique qui a poussé l'artiste à lancer un S.O.S pour espérer une aide financière.

De son vrai nom Dieudonné Samba, l'artiste musicien Sambadio fait son entrée remarquée dans le monde de la musique dans les années 90 quand il sort la chanson « Tadie » avec

son orchestre Vivacité Melodia. Un tube qui sera plébiscité meilleure chanson de l'année au hit-parade de Radio Congo. Deux ans plus tard, la chanson « Analysez » fait de Sambadio

le meilleur auteur compositeur de l'année. Après une traversée du désert qui a duré presque une décennie, Sambadio a refait surface dans en 2010 avec le groupe les Makandas dont il est l'un des leaders. À leur siège au Bar Sami Cointreau, dans plusieurs autres lieux de réjouissances de Pointe-Noire et lors des manifestations publiques, la voix de Sambadio a toujours résonné. En 2017, il a joué un grand concert à l'IFC de Pointe-Noire qui a rappelé bien des souvenirs aux Ponténégrins. Aujourd'hui malade et abandonné à lui-même, Sambadio lance un S.O.S. La réaction positive à ce cri de détresse permettra la survie de l'artiste qui inspire la compassion.

H.B.M.



MUSIQUE

Yvan Buravan s'attend à une soirée exceptionnelle ce 6 mars

L'artiste, Prix découvertes Rfi 2018, a fait l'annonce au cours d'une conférence de presse organisée en son honneur, le 5 mars à l'Institut français du Congo (IFC).

La conférence de presse a été placée sous les auspices de Marie Audigier, directrice déléguée de l'IFC de Brazzaville, et Barbara Pamou, la responsable de la communication et marketing de cet institut. Le but a été de parler de l'artiste rwandais, Yvan Buravan, Prix découvertes Rfi 2018, et de sa tournée africaine, réalisée grâce au soutien de l'Institut français, de l'Organisation internationale de la francophonie, de la Sacem et d'Ubiznews. « Je suis venu en forme et j'ai hâte de me retrouver sur scène demain. Je suis à la sixième date de ma tournée africaine. Je m'attends à une soirée exceptionnelle avec vous, parce que je sais qu'à Brazzaville, les mélomanes font la fête. Je suis là en chair et en os et je vais découvrir le public congolais. Car au Rwanda, après mon sacre, la soirée a duré jusqu'au petit matin », s'est exprimé l'artiste, qui a reconnu que l'accueil était chaleureux.

Rappelons que l'artiste musicien Casimir Zoba Zao était le premier lauréat congolais à gagner le Prix Découvertes Rfi en 1982, suivi de Nzongo Soul, qui a rendu l'âme le 10 janvier 2018, à Paris. A cet ef-



Yvan Buravan entouré de la directrice de l'IFC et de la responsable de la communication et marketing

fet, un hommage lui sera rendu au cours de cette soirée musicale du 6 mars. Partageront la même scène avec Yvan Buravan, la Congolaise Biz Ice, finaliste du Prix Découvertes Rfi 2018, et l'humoriste congolais, Roblin.

Buravan, de son vrai nom Yvan Dushime Burabyo, est un chanteur rwandais de musique pop et Rnb, âgé de 23 ans. Il chante en kinyarwanda et en anglais. Porté par sa voix et des chansons qui mêlent harmonieusement musicalité, mélodie et douceur, il est reconnu

pour ses thèmes engagés tels que la paix, la réconciliation et l'amour.

Un rêve d'enfance détourné

Répondant aux questions de la presse, Buravan a dit qu'il est professionnel depuis 2015. Son premier instrument était la guitare. Mais son rêve d'enfance était d'être professionnel de football et arracher un ballon d'or, hélas ! à l'âge de 14 ans, lorsqu'il a reçu son premier prix en musique, il a changé d'orientation. Cela est peut-être un don familial d'autant plus qu'au

sein de sa famille, il y a ceux qui se sont lancés dans la musique, traditionnelle soit-elle. Déjà, son père joue de l'harmonica et a participé dans une chanson dans son récent album.

Pourquoi ne chante-t-il pas beaucoup en français alors qu'il s'exprime bien ? Buravan a répondu à cette question en précisant tout de même qu'il a composé une chanson en français qui s'intitule « Si belle », affirmant que l'on ne peut bien chanter l'amour qu'en français. « Il n'y a pas un grand plaisir au

monde que de faire plaisir aux autres », a-t-il laissé entendre.

S'agissant de l'inspiration, Buravan a fait savoir qu'il s'inspire de la grandeur des grands pour devenir grand. « Je veux représenter l'Afrique telle qu'elle voulait bien être représentée », a-t-il dit.

L'humoriste Roblin promet lui aussi un merveilleux spectacle. « C'est beau d'imiter les chefs d'État, mais c'est un travail pénible qui demande du temps », a-t-il averti. Notons qu'Yvan Buravan a été désigné lauréat Prix Découvertes Rfi 2018, à l'issue de la réunion tenue à Paris par le jury présidé par la chanteuse camerounaise, Charlotte Dipanda. Il a été choisi parmi les dix finalistes pour la qualité de ses mélodies et sa voix. Il bénéficiera d'un soutien professionnel et d'une exposition médiatique, avec notamment un concert à Paris et cette tournée en Afrique organisée par l'Institut français. Présentement, il est à sa sixième étape après le Mali, le Bénin, le Togo, le Tchad, le Niger. Il lui reste encore six pays en Afrique sur les douze. Après Paris, en France, il se rendra au Femua à Abidjan, en Côte-d'Ivoire.

Bruno Okokana

DANSE CONTEMPORAINE

Le spectacle « La Tchikoumbi » plus qu'épatant

Le spectacle donné par le chorégraphe congolais, Delavallet Bidiefono, sur le thème « Neuf couches de rouge, la tchikoumbi furiosa », la semaine dernière à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, a épaté les spectateurs.

Hugues Serge Limbvani, directeur du Centre de formation et de recherche en art dramatique, a loué la thématique. « Au moment où l'on parle des traditions rétrogrades, je pense que c'est une très belle idée et c'est bien joué. C'est pour nous rappeler que de nos jours, nous devons garder dans nos traditions ce qui est bien et enlever ce qui est mauvais », a-t-il indiqué.

C'est en collaboration avec les slameurs du Collectif Styl'oblique et Art plume (qui ont écrit des textes extraordinaires relatant cette place de la femme aussi bâillonnée et marginalisée), de la danseuse du groupe CAP Congo, Vesna Mbelani, et du groupe Peutch que Delavallet a donné le

spectacle sur le Tchikoumbi, un rite d'initiation et de préparation de la jeune fille à son statut de bonne épouse au foyer.

Ce rituel qui perdure sous d'autres formes moins visibles et moins ritualisées fait écho à d'autres emprises sociales sur le corps de la femme. Le chorégraphe a constaté que la communauté des femmes se rebelle et résiste de plus en plus à ces pressions coutumières. Pour ce faire, il a organisé ce spectacle au cours duquel vingt artistes ont fait parler le corps d'une femme au nom de toutes. Une sorte de tragédie antique, dans un jeu de réponse entre le personnage féminin et la communauté.

Un rite victime du métissage culturel

Cependant, l'on constate petit à petit que ce rituel tend à disparaître, notamment du fait de l'urbanisation et des métissages culturels qui s'opèrent dans les grandes agglomérations. Mais, il n'en marque pas moins les mémoires et une certaine conception de la place de la femme dans la société vili. En effet, en tradition vili, quand s'ouvre ce rituel, c'est qu'un mariage se prépare en secret. Un futur époux a pu être repéré ou alors la jeune fille a fait l'objet d'une démarche de mariage. Elle est souvent prise par surprise pour être emmenée dans un lieu durant environ deux à trois mois pour lui apporter les

bonnes valeurs indispensables à faire d'elle une grande femme, miroir de sa société. Avant le début de la cérémonie, les initiatrices ou matrones doivent se rassurer de la virginité de la jeune fille. Si elle ne l'est plus, l'on est forcé d'arrêter le rituel. Au nombre des vertus qui lui sont enseignées figurent l'éducation sentimentale et sexuelle, les règles de bonne conduite d'une épouse, les conseils alimentaires et esthétiques, la soumission, la solidarité et le respect, etc.

« J'avais vraiment envie de relater cela avec des danseurs et des slameurs de Brazzaville. Je suis super content de ce travail. Je suis ravi de voir cet engouement, cette énergie et surtout cette danseuse qui fait le solo, en dansant pendant une heure sans arrêter. Dire que c'est une danseuse congolaise de Brazzaville, c'est formidable. On n'a comme l'impression qu'on ne peut voir ça qu'à l'extérieur, je suis épaté », a déclaré Delavallet. Vesna Mbelani, qui pour la circonstance a joué le rôle de la « Tchikoumbi », a émerveillé le public. « J'étais celle qui a subi le rituel de Tchikoumbi. A travers ce spectacle, je devais faire six mois dans une maison sans avoir le contact des personnes, juste de ma maman et quelques sœurs qui viennent me rendre visite. Je me sentais seule, de fois triste au point de s'affoler dans ma tristesse. C'est une

prison, puisque je n'avais pas de contact avec le monde extérieur. Je me suis sentie à l'aise dans la peau de la Tchikoumbi », a déclaré Vesna Mélanie.

La partie musique qui a fait danser le Tchikoumbi était jouée par le trompettiste Mays. Lui qui ne fait pas partie du groupe de Delavallet, a pour le premier contact émerveillé le chorégraphe congolais. « Je dirai que nos étoiles sont en harmonie et je suis sûr que pour son prochain projet, je ferai partie, c'est ce que je souhaite. » Trompettiste professionnel depuis 1996, Mays a accompagné les grands noms de la musique congolaise, africaine et même mondiale, notamment Zao, les Bantous de la capitale, Roga-Roga, Meivey, Kassav, Princesse Lover, Samba ngo du groupe Mbamina, etc., ...

Qui est Delavallet ?

Né à Pointe-Noire où il passa les vingt premières années de sa vie, Delavallet Bidiefono est issu de la communauté vili, implantée dans le sud côtier du Congo. Après avoir appris la danse en autodidacte à l'étranger, il rentre au début des années 2000 pour s'installer à Brazzaville en vue de faire émerger son talent et sa passion pour la danse au niveau national. Artiste engagé, Delavallet a déjà connu plusieurs scènes internationales et collabore énormément avec d'autres artistes congolais. Il réside en France.

B.Ok.



Les artistes sur scène